

Compte-rendu du Conseil d'Administration

8 juin 2011

Participation : 57 Camarades présents et 35 Camarades excusés

L'introduction de Jean-Claude Tufferi présentée par Marie REVELEN a fait le point sur l'évolution de la situation économique et sociale et de ses conséquences, qui se font durement ressentir dans notre pays et partout dans le monde.

► Point sur la mise en œuvre des trois résolutions adoptées à la 10^{ème} Assemblée Générale

Beaucoup d'interventions ont reposé avec acuité la question fondamentale de gagner à notre démarche encore plus d'organisations de la CGT.

Un certain nombre de Camarades ont proposé de continuer à interpeller la CGT pour la mise en place d'un module de formation syndicale sur les activités sociales et culturelles à partir des repères revendicatifs.

L'initiative de la Confédération, d'organiser une rencontre de 100 délégués, élus et mandatés sous la responsabilité du Collectif mis en place lors du dernier Congrès, doit permettre de débattre du renforcement des liens entre délégués, confédération et organisations professionnelles et inter-pro pour contribuer activement à mettre en situation d'acteur toute la CGT dans la cohérence de ses revendications.

Les Mutualisations pour fédérer de nouvelles solidarités entre tous sont au cœur d'enjeux de société. Nos outils, comme le Réseau Associatif, incarnent pleinement le sens que nous voulons donner à nos actions solidaires et revendicatives avec pour objectif de les démultiplier.

C'est aussi le travail de réflexion engagé notamment dans le Collectif issu du Conseil Associatif sur l'harmonisation tarifaire de la Carte Loisirs, dans l'objectif de répondre concrètement aux CE et CCE de dimension nationale.

Ainsi le droit au départ devient bien un axe revendicatif à part entière, comme les salaires, les conditions de travail, la protection sociale, dans une logique du travail pour vivre et s'épanouir et pas le contraire !

Le débat a porté également sur la continuité de nos efforts et nos actions en direction des pouvoirs publics avec, par exemple, sur la Région Rhône-Alpes et fruit du travail entrepris par la CGT, la création d'une Commission « extrarégionale », ayant pour but l'appui à projet de rénovations et pour une meilleure utilisation des installations du tourisme social. Cette démarche a pour objectif de rendre éligibles nos Villages de Vacances en termes de subventions et cela en s'appuyant sur la délibération votée par le Conseil Régional dans le cadre de son schéma touristique.

Ce type d'actions nous permet d'avancer dans la mise en œuvre de notre Résolution N°3 « Maisons Communes du Tourisme Social et Associatif ».

Notre projet de redimensionnement du patrimoine sur Courchevel par la création d'une future Maison des Saisonniers et la recherche d'une installation de vacances à partir de 1550 Mètres, s'inscrit également dans ce cadre.

► Actions Solidaires

Grâce à l'action mutualisée de plusieurs Associations du Réseau, 18 000 personnes, adultes et enfants, venus de Normandie, de Loire-Atlantique, du Nord, la Champagne, de l'Aude, de Bretagne et d'Ile de France, ont pu vivre sur deux week-ends une journée inoubliable au Parc Astérix.

Cet été des familles d'Ile de France, comme l'année dernière, découvriront les plages de la côte Normande et des familles Normandes découvriront, elles, les monuments de Paris.

C'est aussi l'initiative « 1000 familles en vacances » qui partiront dès cet été sur la base du partenariat entre l'ANCAV-TT et le Secours Populaire Français, dans des installations de vacances du Tourisme Social, propriété des CE/COS/CASC.

A ce jour, ce sont près de 500 séjours pour plus de 2 000 personnes qui ont été mis à disposition. L'action continue durant toute la période d'ouverture des Villages et pour 2012.

C'est bien toutes ces actions solidaires qui se déploient tout au long de l'année qui donnent de la lisibilité et nous différencient d'un tourisme concurrentiel et lucratif.

► Adresse aux candidats à l'Election Présidentielle 2012

Le Conseil d'Administration du 6 avril dernier a proposé de s'adresser aux Partis politiques et à leurs candidats, exception faite du Front National, préalablement au lancement de la campagne pour les Elections Présidentielles.

Un projet de rédaction a été adressé aux membres du CA pour avis et remarques éventuelles sur ce texte.

Plusieurs Camarades nous ont fait part de propositions qui enrichissent le texte initial. Il est proposé, suite au débat du CA, de laisser jusqu'au début de la semaine prochaine pour faire remonter les propositions complémentaires pour que cette adresse soit renvoyée remaniée pour avis définitif du CA de l'ANCAV-TT.

► Classement en Etoiles du patrimoine social

La position adoptée par le Conseil du Patrimoine à Calvi au mois d'avril et la déclaration qui en découle, recueillent un accord positif très large du CA.

Les courriers adressés par TOURISTRA aux Président(es) des Sociétés Civiles visant à terme l'application de cette nouvelle réglementation sont contradictoires avec nos règles partenariales. L'entreprise professionnelle doit en tenir compte.

► Développement Patrimoine

Deux projets en cours de réalisation font l'objet d'un point d'étape :

1. **St Georges de Didonne**, situé sur la côte Atlantique près de Royan, Village de Vacances constitué de 62 Gîtes, actuellement propriété de la Mutuelle Générale de la Poste et géré par VACANCIEL.

Nous avons réalisé un audit diagnostic sur l'immobilier et l'accessibilité handicapés qui nous permet de mieux affiner notre offre d'achat de cette installation.

Une rencontre avec le propriétaire le 6 juillet prochain, définira notre position sur la faisabilité ou pas de reprise de ce patrimoine social.

2. **Projet de Résidence Hôtelière à St Ouen (93)**

Une première plaquette de présentation est disponible mettant en avant les atouts du projet que nous travaillons depuis plusieurs mois dans la mise en œuvre du mandat donné à l'ANCAV-TT pour créer un nouveau patrimoine sur Paris.

La Commune de St Ouen, suite à son appel d'offres, a retenu comme lauréat notre projet.

Celui-ci, associant phases de mobilisation, de construction et de future exploitation constitue une première ainsi qu'un véritable défi à relever...

Nous en sommes à l'étape de constitution du « tour de table d'associés » et de la création du « pool bancaire » concernant l'emprunt.

Il nous faut maintenant engager une autre étape fondamentale qui réside dans l'engagement des CE/COS/CASC de notre Pôle, si nous voulons ensemble signer la promesse de vente à la fin du mois de septembre 2011 mais également pour minorer les intérêts de l'emprunt et sa durée de remboursement par la capacité d'autofinancement de la future structure juridique.

► **Nos relations avec TOURISTRA**

Gilles Pinato a fait un point sur nos relations avec TOURISTRA comme à chaque CA. Les difficultés récurrentes maintes fois abordées ne vont pas en s'améliorant comme il ressort de l'analyse tirée par notre Conseil du Patrimoine et l'absence de la direction commerciale de l'entreprise sur la présentation d'un plan d'action concertée comme stipulé par les Contrats d'Objectifs.

Un courrier demandant une réunion, en ce sens, avec l'ensemble des Gérant(es) des Sociétés Civiles est resté à ce jour lettre morte.